

Baromètre social des Assises du journalisme 2018

L'emploi des journalistes en 2018

Comme chaque année les Assises du journalisme sont l'occasion de faire un point sur l'évolution de l'emploi des journalistes, c'est le « baromètre social » dont la préparation ne serait pas possible sans nos partenaires habituels que sont la Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels, La Correspondance de la presse, le SNJ, la CFDT, le SNJ-CGT, auxquels se sont joints cette année l'Observatoire des Métiers de l'Audiovisuel et de la presse et Audiens.

Les chiffres de la CCIJP 2017 :

En 2017 le nombre de journalistes détenteurs de la carte de presse a continué de baisser, mais à un rythme moins élevé : soit 191. Nous sommes désormais à 35 047 cartes de presse, soit un recul de 2260 depuis 2009 [37 307]. Avec 6,05% le recul de l'emploi de journalistes encartés est donc substantiel, même s'il peut paraître modeste au regard de chiffres nord-américains, voire espagnols, de l'ordre de 30%.

Ce chiffre doit être également rapporté à celui du recul du poids de la culture dans le PIB français (de 2,5% à 2,3% de 2003 à 2015), comme le révèle une récente étude du DEPS (ministère de la culture). Ce recul touche singulièrement la presse écrite et le livre, puisque sur la même période ce secteur passe de 0,6% à 0,4%. La même étude souligne ainsi que tous emplois confondus la presse écrite proprement dite a perdu 28% de ses effectifs entre 2009 et 2015

Les chiffres de CCIPJ pour 2017 montrent que les principaux paramètres sont marqués par les mêmes tendances :

C'est ainsi que la précarité (pigistes + chômeurs) augmente passant de 22,7% à 26,2 entre 2006 et 2017.

Simultanément la **féminisation** se poursuit puisque celle-ci passe de 42,9% à 46,88% sur la même période. Il faut noter ici la surreprésentation des femmes parmi les entrants (53%), mais aussi dans la catégorie pigistes. En revanche il n'y a que 19% de femme dans les détenteurs de cartes de « directeurs »).

Le chiffre des **premières demandes recule de 22,6%**, passant de 2162 à 1673, soit de 5,84% à 4,77%

Concernant l'évolution de l'emploi précaire l'augmentation qui peut paraître limitée est cependant à prendre avec précaution tant s'installe un **emploi journalistique hors carte de presse**, avec la multiplication de situations que l'étude Carism, réalisée pour l'Observatoire des métiers de la presse et les CPNE, qualifie de « zone grise ». C'est sur cette précarité et ses différentes formes que portera le focus de cette année.

Principales tendances au regard des principaux « événements » au sein des principales entreprises de média :

Faut-il y voir la traduction immédiate du ralentissement dans la diminution des effectifs de journalistes, ou plus simplement le répit que constituent les années de Présidentielle, toujours est-il que les « événements » concernant l'emploi sont un peu moins nombreux et moins massifs.

C'est particulièrement frappant pour la presse quotidienne nationale, où il n'y a plus de gros plans de départs, faisant écho aux propos de Marc Feuillet lors de « La presse au futur » qui déclarait que l'hémorragie dans les rédactions était finie.

En presse régionale, deux dossiers de nature différente dominant : soit la poursuite de la restructuration de la rédaction de *la Voix du Nord*. Sorte de mise en ligne au regard de la stratégie propre au groupe Rossel. Soit hélas, l'inquiétant repli de *La Marseillaise* et son cortège d'épisodes juridiques.

La presse magazine grand public semble toujours subir avec un décalage dans le temps, les mouvements qu'avaient connu les quotidiens dans la décennie précédente. C'est ainsi que l'on retrouve à nouveau les news magazines, en l'occurrence *L'Obs* et *Marianne*, sans compter les difficultés de titres comme *Les Inrockuptibles* et surtout *Causette*, dans l'attente d'un repreneur. Parmi les groupes internationaux qui dominent le secteur la situation de Mondadori continue sa succession de plans de départs depuis 2014.

Dans l'audiovisuel les gros sujets de l'année, comme de celle qui vient concernent le service public, Radio France et France Télévision sommés par leur tutelle de faire des économies. Cela se retrouve y compris dans l'information. A noter également un plan sévère à Euronews avec des départs nombreux.

Il ne faut pas non plus se cacher que la prise de risque par la création de média se solde aussi par des échecs qu'illustrent les arrêts du magazine *Soixante-quinze*, d'Equidia life ou encore de Campagne TV.

Un point saillant à souligner :

Le départ de « trentenaires » de la profession : L'observation est frappante, dans plusieurs plans de départs, une proportion significative de jeunes journalistes font le choix de quitter leur entreprise. Ils quittent également la profession. Cela peut être pour des horizons bien différents tels que l'enseignement, les bibliothèques, la création artistique, ou encore le commerce. Pas forcément en tous cas d'autres fonctions dans les médias ou de la « com ».

On retrouve là le sujet déjà évoqué dans ce baromètre, suite aux travaux du Carism/IFP, le raccourcissement des carrières (15 ans en moyenne). Pas forcément l'usure, mais un départ prématuré d'une profession qui a déçu¹.

Il y a incontestablement un sujet, concernant l'entrée et la place des jeunes journalistes (trentenaires) dans les entreprises de médias : ceux qui en partent prématurément et ceux qui préfèrent prendre le risque de créer leur média – notamment pure player d'information – plutôt que de rejoindre les rédactions des grands médias.

¹ Samuel Bouron et al, « L'insertion et les parcours professionnels des diplômés de formations en journalisme », IFP/Carism, pour les Observatoires des métiers de l'audiovisuel et de la presse, en partenariat avec les CPNEF Audiovisuel, Presse et Journalisme, mai 2017.

Les principaux événements de l'emploi en 2017 :

PQN :

La Tribune : suppression du service Macroéconomie qui employait 5 journalistes, dans une rédaction de 35 journalistes.

L'Equipe : Annonce d'un plan de départs volontaires à la rédaction, à hauteur de 25,5 équivalents temps plein, sur des profils documentation, correction, infographie, cellule visuelle et maquette.

PQR :

La Voix du Nord : Le plan de départ après négociation conduit à la suppression de 126 postes sur 710 (-18%). Au niveau de la rédaction 30 postes sont supprimés sur 340 (-9%). Le PSE prévoyait la création de 19 postes « d'experts » sur des profils : data journalisme, vidéo, webmasters éditoriaux infographistes, le bilan est plus modeste avec formation au journalisme (éditeurs) de 10 personnes issues du prépresse et évolution de trois journalistes en référents (vidéo, data, infographie)

Engagement de la direction de stabiliser jusqu'à fin 2021 l'effectif à 310,6 postes, ce qui devait conduire à 12 embauches de jeunes suite à des départs hors plan.

A noter, une part des départs concerne des trentenaires, qui quittent purement la profession pour des métiers très différents (enseignants, bibliothécaires, sophrologie, etc.

La Marseillaise : En mars un plan social prévoyant la suppression de 25 emplois (sur 117).

En janvier 2018 le plan social présenté dans le cadre du redressement judiciaire prévoit la suppression de 44 emplois sur 85, dont 28 journalistes. (Cf. Jean-Marie Dinh SNJ-CGT).

PHR :

Libération de Comminges : Disparition du titre et de son unique journaliste.

54 Hebdo et Libération/Hebdomadaire de l'Aude, cessent également de paraître.

Magazines :

L'Obs : le PSE conduit au départ de 43 personnes, dont 37 journalistes. Cependant des départs de journalistes ont lieu hors PSE la rédaction passant 155 personnes à 144. Autrement dit 45 journalistes auront quitté la rédaction.

Même remarque qu'à la Voix du Nord, à cette occasion un nombre significatifs de trentenaires candidats au départ, y compris hors de la profession.

Marianne : Licenciements pour motif économique et démissions de 9 personnes, dans le cadre du plan de redressement engagé.

Mondadori : Le plan de départ volontaire de 2017 a été refusé par l'administration. Un nouveau plan de départ volontaire est à l'ordre du jour pour 2018 qui concernerait 35 postes. Ce plan fait suite à deux autres plans en 2014 et 2015 qui ont conduit à la diminution de 18% de l'effectif des journalistes..

L'Etudiant : Suite aux clauses de cessions, après la reprise par Marc Laufer et Philippe Lhomme, suppression de 12 CDI à la rédaction, remplacés partiellement par des précaires (pigistes, CDD) ou sous-traitances.

Causette : mise en liquidation et attente d'un repreneur, avec la probabilité du départ d'au moins quatre journalistes.

Soixante-quinze : cesse sa publication.

Les Inrockuptibles : Annonce d'un prochain plan de départs volontaires.

Presse Pro :

Groupe Michel Burton Communication : publications très spécialisées (Revue des tabacs, Revue des comptoirs, L'Auvergnat de Paris, etc.) avec l'arrêt de plusieurs titres. Suppression de 24 CDI sur 37.

Environnement Magazine : Suite à la reprise du titre par Cayola groupe, suppression de 5 postes sur 16 (dont 6 pigistes).

Actualités sociales hebdomadaires : La rédaction est passée de 23 salariés à 12, entraînant une grève en janvier 2018 et un accord sur des réembauches par CDD et appel à des pigistes.

Radio :

Radio France : 166 personnes en CDI ont quitté Radio France en 2017, avec la suppression de 29 postes, avec augmentation de CDD. En solde global le nombre de journalistes qui a augmenté masque des mouvements internes dans lesquels des départs en retraite à France Inter ou France Bleu ne sont pas forcément remplacés, alors que les embauches sont concentrées sur France Info.

Radio Orient : Dix personnes quittent l'entreprise sur un effectif d'une vingtaine.

TV :

Euronews : Le PSE conduit au départ de 80 salariés, qui au final sont des départs volontaires.

Sport365 : Editée par Média365, la chaîne cesse d'émettre.

2 Rives TV : La chaîne lyonnaise placée en redressement judiciaire licencie 4 de ses 5 salariés.

Campagne TV : La chaîne qui employait 3 salariés a cessé d'émettre en novembre 2017.

Equidia Life : La chaîne a cessé d'émettre fin 2017.

ATV : La chaîne martiniquaise est placée en redressement judiciaire. La chaîne emploie 54 salariés dont 29 temps pleins et 25 pigistes et intermittents.

Focus : précarité et « zones grises » de l'emploi des journalistes :

Les pigistes et demandeurs d'emploi détenteurs de la carte de presse : étaient 9184 en 2017 (26,2%), soit un journaliste sur quatre.

Cependant un sujet s'impose désormais bien identifié dans l'étude IFP/Carism pour les CPNE Audiovisuel, Presse et Journalisme et l'Observatoire des métiers de l'audiovisuel et de la presse, celui du [contournement du statut de pigiste](#), au profit de ce que les auteurs² qualifiaient de « [zone grise](#) ». La question à laquelle a voulu se confronter ce baromètre a été de se rapprocher de ladite zone grise pour en cerner la géographie. C'est peu dire que l'objectif est loin d'être atteint. En voici les termes :

D'abord les [pigistes](#) dans leur totalité : au regard des statistiques d'Audiens, soit 19 067, un chiffre qui diminue sensiblement puisqu'en 2007 ils étaient 23 941 soit un recul de 4884 (-20,40%). Dans la même période le revenu moyen de ceux-ci passerait de 8241 à 9122 €, sachant qu'une telle moyenne n'est pas forcément significative pour des situations aussi hétérogènes (du pur occasionnel, à la star qui se fait payer un certain nombre de prestations sous forme de pige, en passant par les journalistes dont les revenus sont totalement ou majoritairement le fruit de ces piges).

[Autoentrepreneurs](#) : Nous butons ici sur les statistiques de l'INSEE qui recensent 15 876 autoentrepreneurs dans la catégorie « information et communication », sans que l'on puisse affiner celles-ci, en tout cas avec les moyens qui sont les nôtres.

[Journalistes rémunérés sur statut d'intermittents](#) du spectacle (CDDU) : la situation est assez répandue dans les sociétés de production, mais pas seulement. Là c'est de prime abord plus simple : selon Audiens il y aurait 48 journalistes en CDDU. Sauf, que dans la

² Samuel Bouron, Valérie Devillard, Christine Leteinturier, Guillaume Le Saulnier.

catégorie dite « Information, antenne, documentation multimédia », soit 7859, des sous catégories pourraient inclure des journalistes, de fait, parmi les « autres métiers de l'information (668), voire les documentalistes (330).

Journalistes rémunérés en droits d'auteur : il n'y a là aucun moyen d'obtenir une quelconque estimation de la part de l'AGESSA.

Les correspondants locaux de presse : Ils ne sont pas en principe des journalistes, cette activité n'étant qu'un complément, sauf qu'un certain nombre d'entre eux en font leur unique activité en cumulant les « services », alors que d'autres sont entrés dans la profession en empruntant cette porte. Ils seraient autour de 26 000, pour combien qui exercent à plein temps, avec un professionnalisme permettant de les assimiler à des journalistes.

Rédacteurs d'information : Pour rappel il faut également prendre en compte les quelques centaines de « rédacteurs » travaillant sur convention Syntec pour de gros pure players tels que CCM Benchmark, AuFéminin.com ou Webedia, déjà évoqués dans de précédents baromètres.

Je suis conscient que les points de repères permettant de cerner cette zone grise, sont bien fragiles. Ils tracent cependant une carte dans laquelle des situations se superposent et se recoupent. La carte ne fait que s'esquisser il paraît plus que jamais nécessaire de l'investir, avec des moyens et une méthodologie, professionnels pour accéder enfin à la connaissance de la mutation à l'œuvre.

Le retour sur la décennie de statistiques de pigistes d'Audiens ne valide pas forcément l'idée qu'il y aurait transfert direct des sortants de la carte de presse vers les différents statuts de la zone grise, les deux chiffres diminuant parallèlement, comme l'indique également notre mini focus sur le départ des « trentenaires ».